

DISCOURS D'INTRODUCTION DE JEAN-PIERRE COUTERON

Passer de la guerre à la drogue à grandir parmi les addictions, d'une ambition de prohibition à celle d'une régulation limitant risques et dommages, voilà le défi qui se dessine en ce début de XXI^e siècle.

Nous avons largement commenté l'échec de cette guerre à contenir l'inexorable augmentation des usages. Nous en avons dénoncé les dégâts collatéraux, l'augmentation exponentielle des interpellations¹, un deal de plus en plus gangréné, les difficultés d'accès au soin et la stigmatisation des usagers².

Pour avancer, nous devons nous intéresser à nos modes de vie et aux liens qu'ils tissent avec les usages, comprendre les nouvelles façons de travailler ensemble qu'ils nous imposent. Partons d'une évidence : ces pratiques d'usage sont d'abord et essentiellement des conduites sociales, avant de devenir, chez certains, des conduites addictives. Le jeu est jeu, avant d'être excessif ! Les plaisirs des substances accompagnent les bons et mauvais moments de nos vies. Bénéfices et dangers des drogues ont à voir avec les effets objectifs et pharmacologiques, mais aussi avec les effets subjectifs, avec l'imaginaire qu'elles suscitent, les attentes qu'elles soulèvent³. L'usage est une expérience bio-psychosociale, et l'addiction qui peut en résulter, aussi⁴. La subjectivité de chacun et la culture commune apportent son sens à l'expérience d'usage. Elles sont à l'origine de la demande de produit, de nos rencontres avec eux⁵. Elles nous rappellent qu'il est vain, peut-être dangereux, de faire de l'addictologie sans tenir compte du monde qui entoure l'utilisateur et modèle ses usages.

Alors commençons par cela, visitons ces nouages entre collectif et singulier, entre culture et subjectivité. Ils président à **la rencontre avec les substances. Le premier se fait sur fond d'Image de soi**. Il s'origine avant la conception, quand l'enfant n'est encore qu'un désir, celui de ses parents. L'équilibre de la petite enfance, fait d'illusion et de désillusion, va se rejouer à l'adolescence, étape d'ouverture au monde, quand ce n'est plus exclusivement des parents qu'est attendu confirmation de ce que l'on doit être, mais des autres, des pairs. Identité, individuation et séparation sont les éléments d'une construction de soi sur laquelle pèse le contexte addictogène. L'affaiblissement du **sentiment d'appartenance et des processus d'affiliation**⁶, la valorisation de l'individu produisent un « individu incertain »⁷, sensible à la l'image de soi. Objets de marques, tatouages, prises de risque⁸, usages de psychotropes, ivresse et défonce participent à ces positionnements dont parlait Le Garrec dès 2002⁹. La première cigarette, par exemple, est rarement associée au seul plaisir biologique, mais bien à la modification de la perception que les autres ont de moi (fumer me vieillit) et au renforcement de l'appartenance (faire comme).

Le deuxième nouage illustre *l'appétence pour les sensations fortes* révélée par Zuckerman¹⁰. Dès l'origine, le nourrisson est plongé dans un bain sensoriel décrit par Anzieu¹¹, riche d'expériences olfactives, motrices, sonores, visuelle. A nouveau, l'équilibre des premières années est remis en cause par les processus pubertaires quand la sensorialité rencontre le sexuel. Exprimer une émotion peut devenir problématique au point d'initier un repli régressif sous forme de recherche de sensations. Si l'acquisition de nouvelles compétences psycho-sociales contribue à faciliter l'expression émotionnelle, des expériences sensorielles trop intenses lui font écran, enfermant dans l'écoute d'une musique, anesthésiant par la vitesse, on « s'éclate, se pète la gueule, se déchire ». Ce nouage est lui aussi impacté par l'évolution addictogène, son goût pour **la sensation forte** (¹², ¹³), **l'accélération permanente**¹⁴ et **l'accès immédiat à l'objet du désir**(¹⁵,¹⁶). Elle piège l'émotion dans une culture de l'extrême décrite par Ardenne¹⁷ ou Stiegler¹⁸, disqualifiant la sublimation, ce lent travail de l'homme pour dominer ses instincts.

Le troisième nouage est celui de **l'ordalie et du risque**, théorisés par Valleur et Charles-Nicolas¹⁹. A l'adolescence l'épreuve ordalique peut conforter un sentiment d'identité vacillant. La **transgression d'un interdit**, par usage ou abus d'une substance, licite ou illicite, joue parfois ce rôle. Avec le contexte addictogène, l'estompement des cadres, de la prééminence du « sans limite », cette transgression semble de plus en plus laisser place à l'affrontement avec une expérience extrême, à l'exemple de ces alcoolisations aiguës, ensuite diffusées à titre de preuve sur internet. Dans ce changement de perception du risque, c'est **l'hyper sensation qui est recherchée**, non le franchissement d'un interdit pénal, à travers ces jeux intenses, sport de glisse, expériences violentes et interlopes. « Ils ou elles sont autant de référents majeurs, et s'y donner corps et âme, devient la preuve tant attendue de l'accomplissement vital de la vie, de ce qui en vaut la peine. C'est là, de plus en plus, que se donne la preuve de l'audace et du courage » nous dit Ardenne.

Ces 3 nouages, image, sensation, risque, s'entrecroisent tandis que l'offre se banalise et facilite la rencontre avec les produits : le marché légal attire une clientèle plus jeune, plus féminine à coup

d'arômes pour parfumer, de sucre pour corriger l'amertume. Le marché clandestin, quelques soient les efforts de la police et de la justice, laisse un accès béant aux substances, sans garantie de qualité, comme le marché dérégulé d'internet ou une certaine façon de vendre l'e-cigarette. La loi qui domine est celle des marchés, son irrépensible culte de l'argent, lié à un effréné appétit de consommation, accentuant ces modernes passions de l'excès et de l'ivresse, décrites par P. Pharo²⁰. Vous l'aurez compris, l'extension du domaine des addictions montre comment l'actuel « malaise dans la culture » se noue aux vulnérabilités subjectives de chacun, témoignant de la difficulté de structurer son système d'autocontrôle dans une société de dérégulation, de réaménager sa relation d'objet dans une société de l'hyperobjet, de se confronter à l'épreuve de la réalité dans une société du virtuel et de l'éphémère²¹. Les injonctions éducatives traditionnelles, « fait attention », « résiste aux influences », « respecte l'interdit », que nous avions décrites au colloque de la Villette²², se retrouvent encore plus disqualifiées par le contexte d'hyperconsommation. Ces nouages invitent à redonner toute leur place aux pratiques éducatives²³, rappelant ce constat de Norbert Elias qu'« il n'existe pas de puissance coercitive capable d'imposer aux hommes la modération »²⁴. C'est l'autocontrainte apportée par l'éducation qui peut aider à civiliser les drogues²⁵.

Nous continuerons donc, dans la suite du guide « Addictions, familles et entourage »²⁶, de défendre une « éducation préventive », actualisation et adaptation au XXI siècle de l'**Education** à la santé et de la **Prévention** primaire. Elle doit apporter à chacun le socle de compétences psychosociales nécessaires pour anticiper le risque addictogène, en profitant notamment des expériences faites dans l'enfance, avant la rencontre des produits²⁷. J'en rappelle ici les points essentiels :

- dire les dangers, ceux qui concernent le plus les usagers, ceux qui sont concrets, ici et maintenant et indiquer des solutions possibles : CJC, aides à l'arrêt du tabac, c'est le rôle des flyer de RDR et de **campagnes d'informations** comme en fait l'INPES,

- s'adresser aux familles regroupant des facteurs de vulnérabilités et/ou à des groupes homogènes de jeunes associant des caractéristiques liées à l'initiation par **des programmes éducatifs** qui ont méthodologisé une aide agissant en amont sur les facteurs comportementaux²⁸ ;

- **promouvoir une attitude éducative** générale, qui équilibrerait le courant addictogène : répondre à la précocité de stimulations intenses par une régulation progressive de l'accès à ce qui produit ces stimulations, écrans, fêtes, substances, vitesse. Anticiper le risque d'enfermement des nouvelles technologies en aidant à socialiser le plaisir, en mettant de la parole dans l'après coup de la sensation. Enfin, construire l'estime de soi en valorisant les réussites, la capacité d'apprendre de l'expérience.

Le renforcement des compétences psycho-sociales de l'Education Préventive ne se résume donc pas à apprendre à dire « non », même s'il le permet, il est un moyen d'assumer ses choix et de défendre son autonomie, et quand l'âge en sera venu, de gérer les usages, puisque notre société rend quasi inévitable la rencontre avec des produits et situations addictogène. L'Education Préventive devrait être au cœur du « P » de prévention des CSAPA et de leur mission CJC, en lien avec son versant Intervention Précoce. Elle devrait être proposée aux associations familiales, dans le respect de leur spécificité. Nous l'avons proposé lors des concertations sur la Stratégie Nationale de Santé.

Logiquement, **la rencontre avec les usagers** succède à celle avec les produits. Dans cette rencontre, l'impact sociétal est aussi très fort, car en multipliant les expériences d'intensité et de vitesse²⁹, notre culture montre à quel point elle nous trompe quand elle semble mettre en question l'extrême alors qu'elle en a fait une valeur majeure. C'est un leurre, et l'une des conséquences premières de ce goût pour l'extrême est bien de déformer l'évaluation et l'amélioration de soi qui sont à la base de la formation de l'homme, de l'éducation. Le « connais-toi toi-même », au sens de « connais tes limites », a vécu, « le sujet qui réussit, c'est celui qui s'extrémise, dont la vie pulvérise bornes et normes indépendamment des critères moraux ou de bienséance en cours » nous dit Ardenne.

Alors, essayons de comprendre cette prééminence de l'extrême, et aventurons-nous, pour cela, sur le terrain des sciences politiques et de l'économie. Les uns mettent en avant la mise à mal du sentiment collectif d'identité, sur des modes différents, très différents, qu'il s'agisse de Pierre Nora, de Luc Boltanski³⁰, ou d'Alain Finkielkraut³¹. Le travail de Dardot et Laval³² préfère souligner le rôle dominant du marché, et sa conséquence d'instaurer la concurrence comme principal moteur de l'activité humaine, du dépassement de soi, au point que la compétition généralisée remplacerait l'antique éducation à la vertu, donnant une prime au caractère illimité du désir, à sa violence, à sa « sauvagerie ». L'ambition éducative n'est plus de s'améliorer au sein de sa communauté, mais d'être le meilleur, le CHAMPION, le gagnant, sportif, médiatique ou artistique... Cette théorie a suscité des critiques : dès juillet 2009, Christophe Bouillaud, professeur à l'Institut d'Études Politiques de Grenoble, lui opposait sur son blog l'exemple du Tour de France dont la concurrence généralisée était

contenue par une lutte contre le dopage garant de l'équité de la compétition. Il notait que « si seule la concurrence, le fait de gagner était la valeur à respecter, l'usage de toutes les drogues serait permis » ! Est-il nécessaire de rappeler combien divers scandales ont depuis révélé que l'usage de drogue n'est peut-être pas autant que cela interdit dès lors qu'il s'agit de la sacro-sainte course à la performance et que la merveilleuse incertitude du sport doit s'incliner face à aux enjeux de l'économie. Faut-il ajouter que le dopage n'est plus réservé au sportif, mais gagne l'entreprise³³ ?

Et si le tricheur n'était pas celui que l'on croit. Avec une telle domination d'une concurrence généralisée et de sa performance maximale³⁴, quelles sont les chances de voir respecter des règles et des lois qui prétendent garantir abstinence et usage modéré de substances qui peuvent contribuer à augmenter la performance ? Comment faire entendre nos injonctions éducatives, quand, après quelques décennies au service de la contre-culture, **le recours aux drogues vise aussi l'intégration sociale et professionnelle, devenant un moyen d'être conforme aux normes et valeurs sociales dominantes** comme débattu lors du récent colloque « addiction et monde du travail » organisé à Montrouge par la chaire de Santé au travail du CNAM, du professeur Dominique Lhuillier et par Additra ?

Il n'est pas question de contester le rôle économique de la concurrence, mais d'en interroger l'effet dans l'éducation, quand elle concerne ce que Payet et Laforgue³⁵ nomment des « acteurs faibles », c'est à dire en difficulté pour se faire entendre. Pour suivre la piste proposée par Catherine Sellenet³⁶, l'acteur faible, c'est d'abord l'enfant et sa famille, quand ils sont trop tôt exposés à la pression du marché et de sa concurrence, au moment où devrait se construire cette sécurité fondamentale qu'apporte l'amour maternel inconditionnel, cet amour non concurrentiel. La concurrence, au sens d'une transposition d'une sélection darwinienne où rien ne protégerait le faible, ne devrait pas s'imposer précocement dans l'éducation, sauf à confondre dépassement de soi et compétition sans limite, chacun pour soi.

L'acteur faible, c'est ensuite l'usager, pénalisé dès lors qu'il consomme hors marché légal. Il n'y a pas de société sans drogues, donc pas de société sans drogués. Soyons logique, ne leur faisons pas la guerre, ne les excluons pas du monde commun. Recentrons-nous sur l'essentiel, limiter risques et dommages, pour eux comme pour l'ensemble des citoyens. Et pour cela, osons utiliser la loi pour contraindre aussi les « acteurs forts » et rééquilibrer l'interdit en le déployant sur l'ensemble de la trajectoire addictogène. Oui, osons « sortir de l'impasse »³⁷, osons changer de politique et définir un cadre légal plus efficace, limitant l'ensemble des mécanismes qui concourent à l'excès d'usage, et pas le seul usager³⁸, en bout de chaîne. Un cadre qui offrirait enfin la place qu'elle mérite à la réduction des risques³⁹, qui n'en peut plus d'être réduite à une annexe du soin, remise en cause à chacune de ses avancées, échange de seringue, traitements de substitution, testing et maintenant salles de conso ! Rencontrer les usagers n'a de sens que si cela ne se limite pas à aux demandeurs de soin, mais concerne aussi ceux qui continuent de faire usage, de la rue à l'espace festif, dans un contexte de travail ou non.

Pour atteindre cet objectif, ainsi que l'écrit JP Le Goff⁴⁰, **nous devons moderniser des institutions** et modes d'interventions hérités de la société rigide du début du XX siècle, inadaptés à la société fluide⁴¹, de l'accès⁴² et du mouvement, dans laquelle nous vivons. Cette inadéquation crée de l'insécurité, du malaise, à l'exemple d'un cadre légal datant des années 70 qui pénalise un usage que le contexte addictogène banalise. Ce paradoxe le condamne à en faire toujours plus pour un résultat sans cesse moindre, puisque le mécanisme d'incitation n'est pas régulé et que l'accompagnement par la RDR en est freiné. Oui, un cadre légal est nécessaire. Et lever la pénalisation de l'usage privé ne doit pas offrir de nouvelles victimes à une exposition trop précoce à des substances aux effets intenses ou à l'appétit sans fin du marché. Oui, le débat sur le marché régulé du cannabis est à suivre avec attention, pour dépasser la stérile alternative marché libéral/marché noir ! Voilà pourquoi il y aura pendant ces deux journées plusieurs occasions de le faire, dès juin avec la campagne d'IDPC⁴³ « support d'ont punish » dont vous verrez les annonces régulièrement, cet automne, aux Journées de l'AFR et aux Assises de la FFA en Octobre, aux colloque TDO4 à Bruxelles, en décembre, et probablement avec l'accueil d'une délégation de l'Uruguay que nous préparons pour la rentrée.

Après la rencontre avec les produits, celle avec les usagers, que dire de nos rencontres, entre différents professionnels, de différents secteurs. Repartons une nouvelle fois du contexte, de cette culture du moindre contrôle et de l'excès, lointaine héritière de l'hubris et du dyonisaque, qui s'est « peu à peu vulgarisée, systématisée, marchandisée », les fêtes votives sont touristico/économiques, les fêtes étudiantes⁴⁴ aussi, et Ibiza la marginale est une capitale du plaisir industrialisé⁴⁵ témoignant de son envahissement de l'espace public. Il en résulte une volonté de freinage aux formes surprenantes : l'intégrisme religieux et son enracinement disciplinaire ; le « new âge » et l'apaisement qu'il procure ; les arrêtés municipaux et leur limitation de la vente et de la consommation d'alcool, ou ces stars des médias qui éduquent leur enfant « sans télé ni internet », le dernier à l'avouer étant l'humoriste

Nicolas Canteloup, tandis que le mouvement « slow », slow food, slow info, les thérapies douces, la pleine conscience, font la première page des hebdomadaires.

Il faut donc s'intéresser à une troisième rencontre, celle entre nous, professionnels de champs et de compétences différentes. Elles nécessitent de partager nos pratiques⁴⁶, pour que, elles aussi, elles surtout, répondent à ce nouveau paysage de l'addiction, convergeant avec la mobilisation éducative et le rééquilibrage de la loi. De crises en mutations, nos dispositifs ont évolués et se sont diversifiés. Pour illustrer le « travailler ensemble » de ce point de vue des pratiques, je vous parlerai de l'accompagnement psychosocial et de la mission CJC. Les postcures, devenues des CTR, rejointes par les communautés thérapeutiques, offrent un cadre adapté pour s'engager dans des programmes où se reconstruit le contrôle de soi, le guide « Soins résidentiels »⁴⁷ réalisé cette année en témoigne. D'autres pratiques explorent l'« aller vers », cette capacité à prendre lien, d'abord et essentiellement, qu'il s'agisse d'hébergement d'usager actif, de salles de consommations à moindre risque, de PES postal ou en pharmacie, des forums d'usager comme *Psychoactif*, mais aussi tout ce qui se joue dans la réduction des risques en milieu festif, dans la prévention situationnelle. D'autres diversifient les réponses, à coup d'innovations thérapeutiques : substitutions injectables, outils de RDR, Narcan, notamment dans le cadre du groupe Traitement et Réduction des Risques de la DGS. Cela sera évoqué dans les ateliers. L'aspect multidimensionnel de l'expérience addictive, évoqué en début de propos, rappelle la dimension « bio-psycho-sociale ». Pour avoir opté pour une conception partagée des addictions regroupant des acteurs de la ville, de l'hôpital et du médico-social, la Fédération addiction peut témoigner que chacun fait de l'accompagnement bio-psycho-social, chacun s'en réclame et en a son idée. Si nous voulons éviter l'infantile dispute du « moi aussi », ou pire encore, sa version budgétaire par mise en concurrence des acteurs, chacun voulant sauver son budget au lieu d'agir en complémentarité, peut-être faut-il ajouter que certes, chacun en fait, mais différemment. Ce qui tombe bien puisque les usagers sont différents, comme même la récente mission IGAS, a pu en convenir! Alors, à chacun son accompagnement bio-psycho-social : aux usagers qui ont pu limiter la centration⁴⁸, éviter les plus lourdes des comorbidités, garder un contexte familial et social, la ville offre la liberté du choix du médecin et du pharmacien, des horaires, la possibilité de s'adresser ou non au secteur social, parfois à un thérapeute libéral tout en continuant son activité professionnelle. Les équipes des Caarud ou des Csapa sont organisées pour un **accompagnement transdisciplinaire** et des réponses intégrées, ambulatoires ou résidentielles, utiles aux usagers qui associent le plus de comorbidités et dont la centration a pu restreindre les compétences sociales. Et l'hôpital propose ses équipes pluridisciplinaires, par ses spécialités médicales, et ses équipes de liaisons dont le travail reste à faire connaître, même en interne, comme nous avons pu le constater lors d'une journée co-organisée avec Elsa France en Languedoc-Roussillon. Dans tous les cas, le traitement médicamenteux, qu'il s'agisse de TSO, baclofène, nalméfène ou autre, participe au processus de changement, en confortant le lien usager/soignant. Les patients s'engagent d'autant plus volontiers dans l'accompagnement bio-psycho-social que l'aide médicamenteuse ou de réduction des risques leur apporte apaisement et regain de confiance. Cette aide médicamenteuse trouve d'autant plus sa pleine mesure que l'accompagnement permet l'évolution d'un mode de vie qui attache à l'usage parfois tout autant que la dépendance. Sur ces questions, nous savons l'apport des mouvements d'auto-supports, mais aussi des associations néphalistes, comme Alcoo assistance qui tenait récemment son colloque à la Roche sur Yon, où Vie libre qui fêtait ses 60 ans l'an dernier au Sénat.

La rencontre avec les jeunes consommateurs impose la même obligation de penser le commun du travail, un PAEJ n'est pas une CJC pas plus qu'une maison des ados n'est un CMPP, un ado n'y reçoit pas la même aide, elle ne peut se comparer avec celle d'un hôpital de jour. La mission CJC, puisque il s'agit maintenant d'une mission⁴⁹, ne peut se limiter à des rendez-vous de psychothérapie avec des adolescents, demandeurs ou contraints par la justice ou à l'écoute généraliste de leur mal-être. Elle doit aider à rencontrer ces jeunes qui consomment du cannabis, de l'alcool, du tabac, des écrans. Acceptant de partir de l'usage et de la non-demande, elle les écoute parler de leur consommation, de ses risques et plaisirs, des souffrances qu'elle leur évite. Elle nécessite une clinique adaptée, qu'évoque le manuel PAACT⁵⁰ qui vous sera présenté pour la première fois pendant ces deux jours, issu des pratiques de terrain et formalisé lors d'un travail de recherche. Mais cette mission CJC a un deuxième axe, sans lequel elle ne réussira pas : l'intervention précoce. Cette action en dehors de la consultation, en partenariat avec les acteurs de proximité, doit faciliter la rencontre avec les adolescents et leurs familles. Nous devons lui donner tout son sens en pensant la mutualisation des moyens qu'elle nécessite. En parlant de « mutualisation des moyens », « d'intégration des pratiques », nous ne cachons pas une X^{ième} mesure d'économie, mais nous assumons une évolution que nous pensons nécessaires, celle qui conduit à mutualiser, au sens de relier les acteurs de la prévention, des soins, de la RDR pour répondre à ces situations nouvelles. Et là, portée par le CSAPA de référence, la mission CJC peut intégrer un PAEJ, une MDA, se mettre en lien avec le milieu festif, partager des actions

d'Intervention Précoce. Car ici comme ailleurs, il y a un étrange paradoxe à vouloir que les questions d'addictologie soient traitées par toutes et tous, ce qui est bien, certes, sauf par les addictologues. Ce qui serait quand même étrange ! Vous avez, Mme la Présidente, multiplié les déplacements pour « aller vers », découvrir le travail fait, les difficultés, le manque de moyens de certains Caarud et Elsa, mais aussi ces mutualisations exemplaires comme lors de votre déplacement au Printemps de Bourges, ou en Bretagne, avec les équipes de l'Apleat, de l'Anpaa ou à Aubervilliers, avec celles d'Aurore. Car vous êtes nombreux à avoir amorcé cette mise en commun des outils et pratiques, dépassant vos appartenances à tel ou tel secteur, à telle ou telle association. Nous avons essayé de le défendre dans nos contributions lors de l'étrange concertation précédant la loi de santé, ou en région, face à une politique publique, qui d'une ARS à l'autre, d'un Contrat Pluriannuel d'objectif et de moyen à l'autre, continue parfois de fonctionner par association, aux dépens de l'approche par dispositif qu'officiellement elle promeut. Restons fidèle à notre objectif fédératif et battons-nous pour densifier les réponses, les implanter dans l'espace commun, et pas seulement dans les lieux et les temps du soin, les proposer au plus près des usagers et des usages, sans craindre, ici aussi, de secouer nos habitudes, à l'exemple de ce qui s'expérimente avec certains buralistes en partenariat avec la FDJ.

En conclusion, que retenir de ce survol de nos modes de vie, ce terreau de nos usages, de ces rencontres avec les substances, les usagers et entre nous, sinon que de ce point de vue aussi, la guerre à la drogue a échoué. Il faut en sortir, ce qui ne veut pas dire laisser faire⁵¹. Oui, la rencontre avec les effets des substances et comportements addictogènes ne peut se faire sans cadre ni ordre. Mais quand il s'associe à la nostalgie du passé, l'ordre n'est plus organisateur de vie, quand il s'oppose à l'évolution, à la diversité, il devient totalitaire en voulant imposer le passé au présent. Osons regarder l'avenir pour y mettre un peu de cet ordre nécessaire au vivre ensemble, fidèle à cette invitation de Gramsci ⁵² : « *Plutôt que de grogner sur le temps présent et celui qui vient, plutôt que d'emmener la société dans les chemins douteux de la nostalgie, les intellectuels de ce début de siècle...devraient retrouver l'élan et l'imagination...pour distinguer, repérer, identifier les comportements et pratiques qui travaillent la société et les mettre dans les idées, les mots qui lui permettront de prendre conscience d'elle, de s'arracher de sa représentation ancienne et de construire une autre façon de vivre ensemble... la posture angoissée du présent conduit à une nostalgie du passé qui finit par alimenter le désir d'un retour à ce qui est présenté non comme l'ordre ancien des choses, mais comme l'ordre vrai, l'ordre naturel et authentique de la réalité humaine. Le passé est transformé en mythe, le travail du sens est arrêté... le problème n'est plus de restaurer LA réalité des choses que la modernité aurait pervertie mais de la mettre à distance pour imaginer leur sens au temps présent* ».

Sortons des sentiers battus, pour reprendre le titre du livre⁵³ canadien auquel ont contribué nos collègues du CEID, adoptons et aidons à adopter une « stratégie d'évitement », de dissidence, comme celle que croisa JP Kaufman pendant sa remontée pédestre de la Marne « *....J'ai rencontré des hommes et des femmes qui pratiquent une dissidence. ... Ils ont appris à esquiver, à résister et savent respirer ou humer un autre air, conjurer les esprits malfaisants. Ces conjurateurs tourment le dos aux maléfices actuels tels que la lassitude, la déploration, le ressentiment, l'imprécation. Sans être exclus, ils refusent de faire partie du jeu* »⁵⁴.

S'écarter du courant dominant, le détourner, c'est se donner le temps, loin du nouveau désordre des choses et de la profusion des objets, d'une rencontre, une dernière, pour la route, une de celles qui font nos vies. Ecartons nous de ce qui ressemble parfois à des combats de titans, aussi puissants qu'aveugles, chacun moquant les excès, le sectarisme de l'autre. Ils opposent tenants du zéro alcool, zéro drogues, zéro usages, et thuriféraires du sans limite, de l'accès illimité. Nous sommes du côté de l'humain, du pharmakon, du plaisir et de ses risques, alors pour nous, commencer par construire le lien à l'autre, apprendre à agir en commun, ce n'est ni faire preuve de faiblesse ni de naïveté, c'est défendre la formation de l'homme, l'espace/temps de son éducation, et par un dernier paradoxe, c'est préserver et conforter cette individualité et cette singularité aujourd'hui centrale⁵⁵. Après, quand l'un va vers l'autre, quand l'un se met en lien à l'autre, l'extrême n'est plus à craindre, nous n'avons plus à en avoir peur. Il n'est plus ce qui consume et consomme, détruisant le bien commun autant que l'intime de chacun. Il est, il redevient, le cœur de nos passions, quelles qu'elles soient, retrouvant cette injonction d'Eluard « *Laissez-moi seul juger de ce qui m'aide à vivre* » et nous laisse avancer, dans l'écho des rencontres passées, comme le chantait Bashung, vers d'autres rencontres :

« *La nuit je mens
Je prends des trains à travers la plaine
La nuit je mens, je m'en lave les mains.
J'ai dans les bottes des montagnes de questions
Où subsiste encore ton écho* »

-
- ¹ Obradovic I., La pénalisation de l'usage de stupéfiants en France au miroir des statistiques administratives. Enjeux et controverses. In *Déviance et Société*, 2012, vol. 36, n°4, p441-469
- ² Kokoreff M., (2010), *La Drogue est-elle un problème ? Usages, trafics et politiques publiques*, Paris, Payot.
- ³ Milner M. (2000), *L'imaginaire des drogues : de Thomas de Quincey à Henri Michaux*, Paris, Gallimard.
- ⁴ Morel A, Couteron J.-P. (2008), *Les conduites addictives, Comprendre, prévenir, soigner*, Paris, Dunod.
- ⁵ Rosenzweig M. (2008), *Drogues et civilisations, une alliance ancestrale, de la guerre à la pacification ?* De Boeck
- ⁶ Gauchet M., (2008), *Les conditions de l'éducation* – Paris, Stock
- ⁷ Ehrenberg A., (1995), *L'individu incertain*, Calmann-Levy
- ⁸ LeBreton D., (2007), *En souffrance*, Métailié
- ⁹ Le Garrec S., *Ces ados qui "en prennent". Sociologie des consommations toxiques adolescentes*, 2002, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail.
- ¹⁰ Zuckerman M., *Behavioral Expressions and Biosocial Bases of Sensation Seeking* by 1994, Cambridge University Press
- ¹¹ Anzieu D. (1995), *Le moi peau*, Paris, Dunod.
- ¹² Lipovetsky G., Serroy J. (2007), *L'écran global : Culture-médias et cinéma à l'âge hypermoderne*, Paris, Seuil.
- ¹³ Haroche C., Aubert N. (2011), *Les tyrannies de la visibilité*, Paris, Erès.
- ¹⁴ Rosa H., (2010), *Accélération : Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte.
- ¹⁵ Melman C., (2002), *L'homme sans gravité* – Paris, Denoel
- ¹⁶ Lebrun JP., (1997), *Un monde sans limite*, Eres
- ¹⁷ Ardenne P. (2006), *Extrême, esthétique de la limite dépassée*, Flammarion
- ¹⁸ Stiegler B. (2008), *Prendre soin, 1. De la jeunesse et des générations*, Paris, Flammarion.
- ¹⁹ Charles-Nicolas A., Valleur M., *Les conduites ordaliques* – in *La vie du toxicomane /* Claude Olievenstein. – Paris : PUF, 1982.
- ²⁰ Pharo P., (2012), *Plaisirs et dépendances dans les sociétés marchandes*, Bruxelles, Edition de l'Université de Bruxelles.
- ²¹ Morel A., Couteron JP, (2011), *Drogues, faut-il interdire ?*, Paris, Dunod
- ²² Couteron JP, *Grandir parmi les addictions, quelle place pour l'éducation ?* in *Psychotropes*, Vol.15-2009/4
- ²³ Gauchet M., (2008), *Les conditions de l'éducation* – Paris, Stock
- ²⁴ Elias N. (1975), *La civilisation des mœurs (1939)*, Paris, Calman-Levy
- ²⁵ Coppel A. (2002), *Peut-on civiliser les drogues ?*, Paris, La Découverte.
- ²⁶ Guide « Addictions, familles et entourage », Fédération Addiction, collection *Repère(s)*, 2012 – www.federationaddiction.fr
- ²⁷ Hefez S. (2004), *Quand la famille s'emmêle*, Hachette Littérature
- ²⁸ Laventure M., Programmes de prévention universelle et ciblée de la dépendance chez les jeunes : facteurs prédictifs de l'efficacité, Université de Sherbrooke, Québec, Canada Département de Psychoéducation, 3 et 4 avril 2012, colloque MILDECA ;
- ²⁹ Lipovetsky G (2006), *Le bonheur paradoxal*, Paris, Gallimard.
- ³⁰ Boltanski L., Chiapello E., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Tel gallimard, 2011
- ³¹ Finkielkraut A., *L'identité malheureuse*, Stock, 2013
- ³² Dardot, Laval, *La rationalité néolibérale*, La Découverte, 2013
- ³³ Hautefeuille M. (2009), *Dopage et vie quotidienne*, Paris, Payot.

-
- ³⁴ Nouvel P. (2008), *Histoire des amphétamines*, Paris, PUF.
- ³⁵ Payet JP, Giuliani F., Laforgue D., *La voix des acteurs faibles, de l'indignité à la reconnaissance*, PUR, 2008
- ³⁶ Sellenet C., *Loin des yeux, loin du cœur ? Maintenir les liens parents/enfants dans la séparation*. Paris, Belin, 2010
- ³⁷ Coppel A. Doubre O., (2013) *Drogues, sortir de l'impasse*, Paris, La Découverte
- ³⁸ Danet J. et Gautron V., « Réflexion sur les fondements de l'incrimination d'usage de stupéfiants », in *Les addictions, Archives de Politique criminelle*, n°31, 2009
- ³⁹ Morel A., Couteron JP, Chappard P. (2012), *Aide-mémoire de la Réduction des Risques en addictologie*, Paris, Dunod
- ⁴⁰ Le Goff JP., *La fin du village: Une histoire française*, Gallimard, 2012.
- ⁴¹ Bauman Z. (2006), *La vie liquide*, Arles, Rouergue.
- ⁴² Rifkin J. (2005), *L'âge de l'accès : La nouvelle culture du capitalisme*, Paris, La Découverte.
- ⁴³ IDPC
- ⁴⁴ Morel T., Aubertin M-X. (2010), « Les 16-21 ans, No-Nos limites ! Chronique ordinaire d'une alcoolisation festive », DJEPVA et EPE.
- ⁴⁵ Michaud Y., *Ibiza, mon amour, Enquête sur l'industrialisation du plaisir*, Nils Ed, 2012
- ⁴⁶ Morel A., Couteron JP., Fouilland P., (2010), *Aide-mémoire en addictologie*, Paris, Dunod
- ⁴⁷ Guide « Soins résidentiels collectifs », Fédération Addiction, collection *Pratique(s)*, 2013 - www.federationaddiction.fr
- ⁴⁸ Morel A, Hervé F, Fontaine B (1997), *Soigner les toxicomanes*, Paris, Dunod.
- ⁴⁹ Guide « Pratiques professionnelles en consultations jeunes consommateurs », Fédération Addiction, collection *Pratique(s)*, 2012 - www.federationaddiction.fr
- ⁵⁰ Muriel LASCAUX, Jean-Pierre COUTERON, Olivier PHAN, *Manuel PAACT*, Fédération Addiction, juin 2014 - www.federationaddiction.fr
- ⁵¹ Fleury C., (2010) *La fin du courage*, Fayard
- ⁵² Gramsci A., *Cahiers de prison*, Gallimard, Paris, 1983.
- ⁵³ Plourde C., Laventure M., Landry M., Arseneault C., *Sortir des sentiers battus: pratiques prometteuses auprès d'adultes dépendants*, PULaval, 2014
- ⁵⁴ Kaufman JP., *Remonter la Marne*, Fayard, 2013
- ⁵⁵ Martuccelli, D., (2006) *Forgé par l'épreuve*, Armand Colin